

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA  
PREVENTION MEDICALE**

-----  
**PHARMACIE NATIONALE  
D'APPROVISIONNEMENT (PNA)**

-----  
**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

-----  
***RAPPORT DEFINITIF***

**DECEMBRE 2009**

**GROUPEMENT CABINET  
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome Bd de la  
République – Dakar**

**38, Avenue Malick Sy - Dakar**

## **SOMMAIRE**

	<b><u>Pages</u></b>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	9
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	13
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	16
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	20
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	27

## **ANNEXES**

<b>Annexe n°1</b>	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
<b>Annexe n°2</b>	Réponse de l'Auditeur

<b>OPINION DE L'AUDITEUR</b>
------------------------------

<b>Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur</b>
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

**Types d'opinion retenus par l'Auditeur**

**Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion**

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence.** **Ex :** non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

**OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la **Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite **dans les développements qui suivent**, par référence aux dispositions du **Code des Marchés – Décret n° 2007 – 545 du 25 Avril 2007**, complété par le **Décret n° 2007 – 546 portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP)** et par le **Décret n° 2007 – 547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également tenu compte des dispositions des Arrêtés et Circulaires pris en application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'autorité contractante sur un montant total de marchés de FCFA 1 746 691 373 soit 87 % du nombre et 99 % du montant des marchés exécutés au titre de la gestion 2008, par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA).

**Constats à l'issue de ces travaux :**

Au Plan institutionnel, la PNA ne s'est pas conformée en 2008 aux dispositions du nouveau code des marchés, en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des marchés ; **ces structures n'ont été créées qu'au cours de la gestion 2009**. En ce qui concerne la conservation et l'archivage des documents, les marchés ne sont pas centralisés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Tous les documents relatifs aux marchés hors médicaments se retrouvent en fait au niveau du Responsable du Département Finances.

Au plan de la passation des marchés, les violations aux dispositions du code des marchés les plus significatives ont été celle relatives à la publicité des soumissionnaires : il a été constaté la non transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires pour ce qui concerne les marchés exécutés par Appel d'Offres Ouvert (AOO), le non respect des seuils de passation pour certains marchés passés selon la procédure de la Demande de Renseignements et de Prix en lieu et place d'un Appel d'Offres Ouvert.

**Conclusion de l'Auditeur :**

Les constats ci-avant conduisent l'Auditeur à dire que la PNA ne s'est pas conformée en 2008 aux principales dispositions du nouveau Code des Marchés et a continué, sur beaucoup de procédures d'achats, à appliquer les dispositions de l'ancien code des marchés. Cet état de fait amène à l'expression, de la part de l'Auditeur d'une opinion de « Performance non satisfaisante » en ce qui concerne la PNA pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement  
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET  
PROCEDURES DE PASSATION DES  
MARCHES**

## **1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### **▪ Dispositif institutionnel**

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
  - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
  - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
  - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

### **▪ Procédures de passation des marchés :**

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### ▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### ▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### ▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.



## **2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

## **2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE**

### **2-1 Spécificités de la Gestion 2008**

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

**Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).**

### **2-2 Objectifs de l'Audit**

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

## **2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission**

### ***2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante***

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

### ***2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante***

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### ***2-3-3 Constitution de l'échantillon***

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### ***2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus***

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE  
CONTRACTANTE**

### **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

La Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) a été créée en 1954 pour répondre aux besoins médicaux et pharmaceutiques de l'Afrique Occidentale Française (AOF). Après l'indépendance, elle est devenue service public dépendant du Ministère de la Santé.

Par décret n°99-851 du 27 Août 1999, la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) a été érigée en Etablissement Public de Santé conformément à l'article 20 de la loi n° 98-12 du 12 Février 1998, relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé.

#### **3-1 Les missions principales de la PNA :**

La mission de la PNA est de rendre accessibles et disponibles, géographiquement et financièrement, les médicaments génériques et produits essentiels aux populations. Les approvisionnements se font suivant deux (2) modes de passation :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO) ;
- Entente Directe pour les produits spécifiques.

#### **3- 2 Les organes de la PNA**

Ils sont au nombre de deux (2) : le Conseil d'Administration et la Direction Générale

##### ***A Le Conseil d'Administration***

L'organe exécutif de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement est le Conseil d'administration, il est composé de 09 membres.

Il définit la politique de l'établissement et délibère sur toutes les mesures concernant sa gestion.

Il est informé des directives du Président de la République notamment celles issues des rapports des corps de contrôle sur la gestion de l'établissement.

Il veille à l'application de ces directives et délibère chaque année sur le rapport de gestion et le rapport social présenté par le Directeur. Le budget présenté par service est adopté par le Conseil d'Administration.

##### ***B Le Directeur Général***

Il est nommé par décret, après avis du Ministre chargé de la Santé sur proposition du Conseil d'Administration.

Il assure le fonctionnement de la Direction Générale composée de cinq (5) services :

- Administration et finances,
- Technique,
- Commercial, Marketing et Communication,
- Contrôle de gestion et Audit interne,
- Agence Comptable.

L' Agent Comptable Particulier est nommé par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances sur proposition du Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor et relève de l'Autorité de ce dernier. Il doit toutefois respecter les règles d'organisation interne et de fonctionnement de l'établissement.

### **3-3- Budget 2008**

Les ressources de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement proviennent de ses fonds propres. Pour l'exercice 2008, le budget de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement a été arrêté à la somme de 14 385 558 967 CFA.

Il a été adopté par le conseil d'Administration de la PNA en sa séance du 06 Février 2008 et est réparti comme suit :

- |                              |                |
|------------------------------|----------------|
| - Budget de Fonctionnement : | 12 980 603 401 |
| - Budget d'Investissement :  | 1 404 955 566  |

Les réalisations suivant l'état d'exécution du budget se présente comme suit :

- |                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| - Fonctionnement : | 11 381 084 729 CFA |
| - Investissement : | 278 265 762 CFA    |

<p><b>4- SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</b></p>
--



## **4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION**

### **4-1 Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Aux termes de la circulaire n° 005PM du 28/12/2007, les Cellules de Passation des Marchés devaient être créées dès la réception de la circulaire par les Autorités Contractantes.

#### **Problèmes identifiés par l'Auditeur**

- La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été mises en place par la PNA au cours de la gestion 2008.
- Le Département Contrôle de Gestion n'a pas passé en revue les marchés passés durant l'exercice 2008 et le Chef du Département Contrôle de Gestion, Audit Interne et NTIC fait partie de la Commission des Marchés créée en 2009 contrairement aux stipulations de l'Arrêté n° 11 58 8 du 28/12/2007 en son article 4 ;
- Le Questionnaire remis par l'Auditeur aux membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés a mis en **évidence des besoins de renforcement des capacités des membres de ces structures aux dispositions du nouveau Code des Marchés.**

### **4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

#### ***Problèmes identifiés par l'Auditeur :***

Ces structures n'ont pas été créées en 2008. **Une Commission des Marchés mise en place suivant l'ancien code de 2002 a continué à évaluer et à attribuer les marchés durant toute la période sous revue (2008) jusqu'à la mise en place de la Commission réglementaire, le 27 Juillet 2009.**

### **4-3 Conservation / Archivage des informations**

#### ***Problèmes identifiés par l'Auditeur :***

La conservation et l'archivage des documents relatifs aux marchés ne sont pas centralisés par dossier ; certains documents étaient classés de manière séparée selon l'étape de la procédure de passation de marché ; documents relatifs à l'Appel d'Offres et à l'adjudication séparés de ceux relatifs à l'exécution et au paiement des contrats. Ces derniers sont archivés au niveau de l'Agence Comptable.

En effet, la Cellule n'archive que les documents de passation de marchés qui concernent les médicaments (génériques et ARV), tous les autres documents qui concernent les autres fournitures, les travaux et les prestations intellectuelles sont conservés par le Chef du Département Finance.

Il est utile de rappeler que l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 relatif aux cellules de passation de marchés fixe en son article premier, les responsabilités de cette dernière. Parmi celles-ci, on peut citer, **le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.**

### 4-4 Rapports périodiques

#### *Problèmes identifiés par l'Auditeur :*

- Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11588 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de l'exercice 2008.
- Le Rapport annuel sur les marchés publics 2008 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2009, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.

Les Commission et Cellule de passation de marchés n'ont été mises en place qu'au cours de la gestion 2009.

**Points de Vérification  
Organisation Institutionnelle**

**Nom de l'autorité Contractante: Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA)**

<b>N°</b>	<b>Rubriques</b>	<b>Constats et Commentaires</b>	<b>Notations</b>
1	Commission des marchés	Les membres de la Commission ont été nommés à la date du <b>27 Juillet 2009</b> . Le Secrétariat est assuré effectivement par un membre de la cellule de Passation des marchés. Le Rapport annuel n'a pas été établi.	3
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule a été mise en place le <b>21 Juillet 2009</b> . Signature et Transmission Attestation de prise de Connaissance Charte Ethique et transparence à la même date. <b>Les Rapports Trimestriels ne sont pas établis</b> par la Cellule conformément à l'arrêté n° 11586 du 27 décembre 2007.	3
3	Capacités en matière de Passation de Marchés	Certains membres ont un niveau acceptable. Il va falloir renforcer les compétences des membres en rapport avec le nouveau code. Notre questionnaire a fait ressortir un besoin en renforcement de capacités des membres de la Commission et de la Cellule.	2
4	Conclusion	<p>La PNA possède des ressources humaines en nombre et en qualité. Toutefois, vu le nombre et les montants des marchés, il est important que la structure fasse appel à un spécialiste en passation de marchés ou procède à la reconversion d'un cadre pour occuper ce poste.</p> <p>Augmenter l'effectif de la Cellule de passation de marchés.</p> <p>Il est important d'assurer aux membres de la cellule et de la Commission une formation plus approfondie sur le Code des marchés.</p>	2

**Système de notation :**

Performance satisfaisante = 1  
Performance moyenne = 2  
Performance non satisfaisante = 3

**Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.**

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

## **5. SYNTHÈSE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS**

### **5-1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) a été établi et transmis à la DCMP à la date du 16 Janvier 2008 avec les montants estimatifs des marchés. L'avis Général de Passation a été publié dans le journal « le Soleil » du 31 Janvier 2008. La Pharmacie Nationale d'Approvisionnement a respecté les délais prévus par le Code. En ce qui concerne l'Avis général, la date limite de publication est arrêtée au 31 Janvier pour les marchés à passer durant l'année.

La revue du Plan de Passation des marchés fait état de plusieurs marchés lancés en 2007 suivant les dispositions du Code de 2002.

Il est à noter également qu'il est inscrit dans ce plan plusieurs Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) ayant dépassé le seuil prévu par ce mode de passation pour ce qui concerne les Etablissements Publics (15 000 000 CFA).

- |  |            |     |
|--|------------|-----|
| - Badgeuses numériques (Système de pointage biométrique) : | 22 000 000 | CFA |
| - Assurances :   | 20 000 000 | CFA |
| - Interconnexion sites :                                   | 20 000 000 | CFA |

A l'exécution aussi, ce seuil a été dépassé. En effet, le marché des badgeuses numériques n'a pas été réalisé mais notifié pour 21 761 921 CFA ; le montant total du marché des Assurances s'élève à la somme de francs 15 897 165 TTC (2 lots) et l'interconnexion des sites a été réalisé à hauteur de 17 000 732 francs TTC.

Les rubriques fournitures de bureau (11 000 000 CFA), Consommables informatiques (14 000 000 CFA) et Fournitures d'imprimés (4 000 000 CFA) prévus en DRP pouvaient faire l'objet d'un regroupement et être passés en mode Appel d'Offres Ouvert (AOO) pour plus d'économie.

Les achats de médicaments constituent l'essentiel des acquisitions de la PNA, pour l'exercice 2008, ces achats s'élèvent à la somme de 9 002 856 366 CFA et ont été effectués suivant deux (2) Dossiers d'appels d'Offres établis et lancés en 2007 suivant les procédures édictées par le Code 2002-550.

La revue de ces Dossiers permet de formuler quatre (4) observations :

- les marchés passés par la PNA sont prévus pour une période de 24 mois alors que le code prévoit la signature des marchés de commande sur 12 mois (1 an) renouvelable, sans pouvoir dépasser 2 ans ;
- La garantie de soumission est fixée en valeur relative du montant de l'offre et non en valeur absolue. Toutefois vu le nombre d'articles ou lots (plus de 500)

sollicités, il serait fastidieux de lister pour chaque article le montant de la caution dans l'avis. A notre avis, la DCMP pourrait permettre à la PNA soit de continuer à fixer cette garantie en valeur relative, soit prévoir dans le DAO une annexe qui liste le montant de garantie de chaque article / lot ;

- Les critères de qualification et d'évaluation n'ont pas prévu la capacité financière des soumissionnaires et la transmission des états financiers certifiés pour les trois (3) exercices précédents en vue de permettre à la Commission d'évaluation de s'assurer de l'exactitude des montants des chiffres d'affaires mentionnés dans le questionnaire du DAO ;
- la PNA se réserve la faculté d'attribuer une partie du marché à un autre moins disant (second et/ou troisième) à un prix supérieur à celui qui a soumis l'offre la moins disante pour des raisons de sécurité des approvisionnements selon cette dernière. A notre avis, cette pratique ne nous paraît conforme ni aux directives, ni à l'esprit d'économie et d'efficacité qui a sous-tendu la mise en place du code.

Par rapport à l'exécution du PPM, il a été relevé la non exécution de certains marchés, ou des retards significatifs (plus de six mois) en particulier ceux relatifs aux :

- Groupes électrogènes : le marché a été adjudgé depuis le 20 Novembre 2008 mais il n'y a toujours pas eu d'approbation de ce marché par la DCMP ;
- Changement de statut de la PNA : le contrat est signé depuis le 02 Octobre 2008 pour la somme de 24 670 000 francs TTC, le rapport provisoire a été déposé le 21 Avril 2009 et le rapport définitif n'est toujours pas disponible. La PNA n'a pas fait d'observations sur le rapport provisoire du consultant ;
- Badgeuses numériques (Système de pointage biométriques) : le marché est notifié le 25 Août 2008, enregistré le 02 Janvier 2009 et non encore exécuté à date.

### **5-2 Echantillon constitué par l'Auditeur :**

Au titre de la gestion 2008, la PNA a passé deux (2) marchés en appel d'offres ouvert :

- La fourniture de médicaments essentiels, matériels et consommables médicaux-pharmaceutiques, réactifs de laboratoires et ARV ;
- L'acquisition de Groupes électrogènes,

plus quatre (4) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et un (1) marché de prestation intellectuelle.

L'auditeur a passé en revue la totalité des marchés sauf la DRP sur les ordinateurs portables pour un montant de 13 782 400 TTC.

Il est utile de préciser que le marché relatif à la fournitures de médicaments essentiels, matériels et consommables médico-pharmaceutiques, réactifs de laboratoires et ARV, qui a fait l'objet d'une relance, a reçu l'avis de non objection de la DCMP par lettre n° 1857/MEF/DCMP du 08 Mai 2009 pour un montant 1 574 422 135 CFA pour 13 titulaires.

### **5-3 Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés**

Les infractions aux dispositions du Code des Marchés ont surtout été décelées, en ce qui concerne la PNA, au niveau de :

- la publicité à assurer à l'endroit des soumissionnaires à l'ouverture des plis, par la non transmission du Procès-Verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;
- la non mise en place de la Commission et de la Cellule de Passation des Marchés pour la gestion 2008. Une Commission, mise en place depuis le 12 Décembre 2006 suivant les termes du Code de 2002, a continué à évaluer et à attribuer les marchés durant l'exercice 2008 ;
- la structure de contrôle interne, qui n'a pas passé en revue les marchés exécutés en 2008 ;
- Le non respect des seuils de passation pour certaines Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS  
DE PASSATION DE MARCHES**

**Nom de l'autorité contractante :** Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA)

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Appel d'offres Ouvert (AOO)	2	1 652 715 135	2	1 652 715 135
Appel d'Offres Restreint (AOR)				
Prestations Intellectuelles (PI)	1	24 670 000	1	24 670 000
Demandes de Renseignements et de Prix (DPR)	5	82 998 638	4	69 216 238
Entente Directe (ED)				
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>1 760 473 773</b>	<b>7</b>	<b>1 746 691 373</b>
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>87 %</b>	<b>99 %</b>

**Nom de l'autorité contractante :** Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA)

Nature des marchés exécutés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Travaux	0	0	0	0
Fournitures	7	1 702 815 876	4	1 689 033 476
Services	2	32 897 897	2	32 897 897
Prestations Intellectuelles	1	24 760 000	1	24 760 000
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>1 760 473 773</b>	<b>8</b>	<b>1746 691 373</b>
			<b>87 %</b>	<b>99 %</b>



N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Plan de Passation de marchés	Le plan de passation de marché inclut certains marchés en DRP alors qu'ils ont dépassé les seuils fixés.	3
2	Avis Général de Passation de Marchés	L'avis a été publié le 31 Janvier 2008 dans le Journal « Le Soleil ».	1
3	Demandes de Renseignements et de prix (DRP)	La PNA transmet des lettres d'invitation à des candidats (5) en vue de recueillir leurs offres. Les DRP sont attribuées aux moins disants. Il faut noter que le délai accordé, semble insuffisant sur certains marchés, eu égard à la complexité de certaines soumissions, généralement cinq jours.	2
4	Délai de passation de marché	Les délais pour l'évaluation des offres sont globalement corrects.	2
5	Les Procès-verbaux d'ouverture des plis	Les P.V. d'ouverture des plis ne sont pas communiqués aux soumissionnaires.	3
6	Publication des attributions	Les insertions requises ne sont pas été effectuées. Toutefois, en ce qui concerne les médicaments, il faut trouver en relation avec la DCMP un support approprié eu égard au nombre de titulaires (environ une centaine).	2
7	Recours	Il n'y a pas eu de recours porté à notre connaissance.	1
8	Gestion des Marchés	Il faut noter cependant le retard accusé sur un nombre important de marchés.	3
9	Archivage des dossiers	Le Classement se fait par type et n° de marchés. Mais toutes les pièces ne sont pas au même endroit. Certaines se retrouvent dans les pièces comptables, en particulier les factures, les BC, les PV réception. Une centralisation de toutes les pièces relatives à un marché doit être effectué par la PNA. La Cellule n'archive que les dossiers relatifs aux médicaments, les autres sont conservés par le chef de département finances.	3
10	Violation des réglementations	Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires	3
11	Conclusion	La PNA se doit de :  - Veiller à transmettre systématiquement les PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires pour ce qui concerne les marchés passés par Avis	2

		<p>d'Appel d'Offres ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Effectuer un important effort pour un meilleur classement et une centralisation des dossiers relatifs à la passation des marchés ;</li><li>- Tenir compte des seuils prévus pour le choix du mode de passation ;</li><li>- Revoir la composition de la Commission et de la Cellule en vue de se conformer aux stipulations fixées dans les Arrêtés ;</li><li>- Améliorer la gestion de l'exécution des marchés en vue d'éviter les retards constatés à ce niveau.</li></ul> <p><b>La procédure de passation des marchés est moyenne dans l'ensemble.</b></p>	
--	--	--	--

## **6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES**

**Point de Vérification  
Appel d'Offres Ouvert (AAO)**

**Référence du marché :** AOI PNA RELANCE/2008

**Objet du marché :** FOURNITURE DE MEDICAMENTS ESSENTIELS, MATERIELS  
ET CONSOMMABLES MEDICO PHARMACEUTIQUES,  
REACTIFS DE LABORATOIRE ET ARV.

**Montant du marché :** 1 574 422 135 F CFA

**Références des titulaires :** 13 titulaires

N°	Titulaires	Pays	Montants
1	BON SANTE LABORATORIES	INDE	68 743 010
2	DOCMAN LABORATORIES	INDE	8 202 741
3	DRP	SENEGAL	5 559 000
4	EMCURE PHARMACEUTICALS	INDE	119 020 445
5	GLAXON-SMITH-KLINE	BELGIQUE	344 400 000
6	LAFRAN LABORATOIRES	FRANCE	469 062 128
7	SOFIA SECURIS	SENEGAL	52 025 108
8	CENTRE SPECIALITES EXPORT PHARMA	FRANCE	107 636 000
9	MISSION PHARMA A/S	DANEMARK	185 166 191
10	FAMY CARE	INDE	3 935 742
11	RAMBAXY	INDE	108 000 000
12	TECHNOLOGIES SERVICES	SENEGAL	49 051 770
13	VALDAFRIQUE	SENEGAL	53 620 000

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévision budgétaire	10 500 000 000 F CFA (Budget adopté par le CA en date du 6/02/2008).	1
01	Plan de Passation de Marchés	Inscrit dans le PPM envoyé à la DCPM.	1
02	Revue du Dossier d'Appel d'Offres	<p>1. <b>Sur la forme</b> : Le DAO n'est pas le Dossier Type. Il est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un Règlement particulier de L'AO (équivalent aux DPAO),</li> <li>• d'un Cahier des Clauses Administratives (équivalent au CCAP),</li> <li>• d'un cahier des Clauses Techniques (équivalent aux conditions d'Approvisionnement des Fournitures),</li> <li>• et des Annexes (06 modèles de dossiers, administratif, technique, financier, de bordereau d'accompagnement des échantillons, de caution et de demande de visa.</li> </ul> <p>Même s'il n'inclut pas les Instructions aux Candidats et les CCAG, le dossier utilisé est exhaustif et prend en compte les exigences du DAO Type (qui a été publié en décembre 2008). L'incoterm « DDU » sélectionné montre que la PNA a bien cerné les risques encourus dans ce genre de marché en AOI.</p> <p>2. <b>Sur le fond</b> L'Auditeur a constaté :</p> <p>1. <u>Règlement Particulier de l'AO</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause 6 cautionnement provisoire : est en pourcentage du marché (1%) devait être libellée en valeur absolue ;</li> <li>• Clause 8 échantillons : l'exigence d'arrivée des échantillons avant la date limite de dépôt des offres devait être prise en compte dans la détermination du délai de dépôt des offres (l'échantillon étant partie intégrante de l'offres) ;</li> <li>• Clause 13.5.1 – 7) : préférence nationale et sous régionale : cette disposition ne respecte pas les conditions d'octroi du régime préférentiel édictées par l'Article 50.1 du CMP ;</li> <li>• Clause 13.5.1 : l'attribution jusqu'à 1/3 des quantités d'un article à un autre soumission-</li> </ul>	2

		<p>naire pose problème car le Candidat ne sait pas exactement les quantités qu'il aura à fournir</p> <p>2. <u>Cahier des Clauses Administratives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause 16.4 : livraison : l'option prise par la PNA de s'octroyer la faculté d'annuler par tout moyen à sa convenance toute commande non livrée dans les 45 jours alors que le DAO a déjà prévu une pénalité de retard plafonné pour l'ajournement ou la résiliation (clause 25.1) ;</li> <li>• Clause 25.3 Pénalité de règlement : l'option de retarder le paiement au prorata des retards de livraison n'est pas acceptable d'autant plus qu'elle est cumulative de l'application des pénalités de retard.</li> </ul> <p>L'Auditeur a aussi relevé que la DAO annonce qu'il s'agit d'un marché à commande sans respecter l'exigence de la fixation des minima et maxima. (article 25 CMP).</p>	
03	Publicité	<p>L'AAO n'est pas conforme à l'Avis type d'appel d'Offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il ne réfère pas à l'Avis Général d'AAO ;</li> <li>• Ne donne pas l'adresse de la PNA ;</li> <li>• Donne une caution de soumission en pourcentage de l'offre ;</li> <li>• Ne fixe pas le délai de validité des offres.</li> </ul>	2
04	Ouverture des offres	<p>L'ouverture a eu lieu à la date indiquée par l'AAO mais a été décalée de 10 h30 à 15 heures.</p> <p>La Commission des Marchés est composée de 21 membres contrairement aux dispositions de l'arrêté 011588 portant application de l'article 36 du Code des Marchés Publics).</p> <p>09 représentants de soumissionnaires étaient présents.</p> <p>Aucune matérialisation de la remise du PV.</p> <p>04 offres ont été rejetées à la séance d'ouverture des offres ce qui est contraire aux dispositions de l'article 67.4 du Code des Marchés Publics).</p>	2
05	Evaluation des offres et Proposition d'Attribution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Critères d'évaluation</u></li> </ul> <p>Sur la base des éléments du rapport de la Commission Technique (composée de 16 membres dont 09 pharmaciens) et du PV d'Attribution provisoire, les critères d'évaluation retenus dans la DAO ont été respectés tant en ce qui concerne la conformité des offres que les critères de qualification. L'auditeur n'a décelé aucun critère d'évaluation pris en compte et non prévu par le DAO.</p>	2

		<ul style="list-style-type: none"> <li><u>Les délais</u></li> </ul> <p>Le PV d'ouverture des offres est daté du 19/09/2008, le rapport d'évaluation précise que l'opération s'est déroulée les 18 et 19/09/2008, le PV d'Attribution est daté du 09/10/2008. Entre la date du rapport d'évaluation et celle du PV d'attribution il s'est passé 21 jours : aucune explication n'a été fournie à l'Auditeur.</p>	
06	Publication & Attribution provisoire	<p>Le nombre élevé de lots (187) et d'attributaire (13) a fait que l'Autorité Contractante n'a pas publié dans les journaux (plusieurs pages).</p> <p>Elle a adressé aux Titulaires les notifications de marchés et procédé à l'affichage des résultats d'attribution dans les locaux de la PNA.</p>	2
07	Revue du marché	<p>Le contrat reprend les sanctions cumulatives en ce qui concerne les retards de livraison (cf. point 2 : revue du DAO).</p> <p>Il est muet sur les paiements.</p>	2
08	Approbation et notification du Marché	<p>Les notifications ont été faites.</p> <p><u>Les approbations</u> : l'Auditeur a relevé que l'approbation des marchés F0434/09 et F0435/09 respectivement de montants 344 400 000 et 469 062 128 ont été approuvés par le Ministre des Finances <b>en lieu et place du Premier Ministre contrairement aux dispositions de l'article 29.3 du CMP.</b></p>	2
09	Publication et Attribution définitive	<p>Le nombre important de lots (187) et d'attributaires (13) constitue une contrainte pour la publication (plusieurs pages).</p>	2
10	Contrôle et Avis de la DCMP	<ol style="list-style-type: none"> <li><u>Revue du DAO</u> : Il n'a pas été présenté à l'auditeur l'avis de la DCMP.</li> <li><u>Revue du PV d'attribution provisoire</u> : une correspondance N° 0148/MEF/DCPM/ID du 15/01/09, portant observations.</li> <li><u>Revue du PV d'attribution provisoire et du marché</u> : Une correspondance N° 01655 / DCPM / ss du 24/04/2009, portant observation et rappel que les projets de marché ne doivent être établis qu'après l'Avis de Non Objection</li> <li><u>Revue du PV d'attribution provisoire et du marché</u> : Une correspondance N° 01857/DCPM/ss du 08/05/2009, portant émission d'Avis de Non Objection sur le rapport d'analyse et les projets de marchés.</li> </ol> <p>Sur cette dernière correspondance, l'Auditeur a constaté une erreur de destination pour les approbations des 02 contrats, au point 08 cités (Ministère des Finances au lieu de la Primature.</p>	2

		L'Auditeur constate l'indisponibilité de l'ensemble des échanges de correspondance entre l'Autorité Contractante et la DCMP. Ce constat est à l'origine de la difficulté de préciser la nature exacte et les sources de retards dans l'exécution des marchés.	
11	Exécution du marché	Aucun document mis à la disposition de l'Auditeur pour se prononcer malgré plusieurs demandes	N/N
12	Paielements	Aucun document mis à disposition de l'Auditeur pour se prononcer malgré plusieurs demandes	N/N
13	Recours et litiges	Aucun recours ou litiges n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur.	1
14	Vérification de l'exécution physique	L'Auditeur n'a pas pu vérifier l'exécution physique	N/N
15	Violation éventuelle de la législation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions d'octroi du régime préférentiel : l'Article 50.1 du CMP ;</li> <li>• la fixation des minima et maxima. (article 25 CMP) ;</li> <li>• La Commission des Marchés est composée de 21 membres ce qui est contraire aux dispositions de l'Arrêté 011588 portant application de l'article 36 du Code des Marché Publics ;</li> <li>• 04 offres ont été rejetées à la séance d'ouverture (non respect des dispositions de l'article 67.4 du Code des Marchés Publics) ;</li> <li>• Selon les dispositions de l'Article 29.3 du CMP « Tous les marchés d'un montant égal ou supérieur à <b>300 000 000</b> F CFA doivent être approuvés par le Premier Ministre » ce qui n'a pas été le cas pour deux (2) marchés (Glaxon Smith kline pour 344 400 000 CFA et Lafran Labo. pour 469 062 128 CFA).</li> </ul>	2
16	Conclusion	<b>L'Auditeur trouve ce marché de performance moyenne.</b>	2



**Points de Vérification  
Appel d'Offres Ouvert**

**Référence du marché :** Marché N°11-08

**Nombre de lots :** 1 seul

**Objet du marché :** Acquisition de huit (8) Groupes Electrogènes de 30 Kva

**Montant du marché :** 78 293 000 F Cfa

**Référence du titulaire :** Km 18, 5 Route de Rufisque – **BP** : 15372 Dakar - Fann  
SENEGAL

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Le marché est inscrit au Budget 2008 Pour la somme de 65 000 000 CFA	2
1	Plan de Passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'Avis Général publié dans le journal « le Soleil » du 31 Janvier 2008.	2
2	Revue du dossier d'Appel d' Offres	Les pièces essentielles du DAO ne sont pas incluses, il n'y a pas de : <ul style="list-style-type: none"><li>- Instructions aux soumissionnaires,</li><li>- Formulaires de soumission,</li><li>- Projet de marché.</li></ul> Les critères de qualification et d'évaluation ne sont pas apparus comme pertinents : <b>Pas de critères de :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Capacité financière,</li><li>- Qualification du personnel du service après vente,</li><li>- Coût de remplacement des composants clés, des pièces détachées et du service,</li><li>- Coût de fonctionnement et d'entretien pendant la durée de vie des équipements ou suivant un nombre d'heures de fonctionnement déterminé ou une certaine période de fonctionnement.</li></ul> Les Critères retenus sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- La conformité par rapport au cahier des charges (spécifications techniques),</li><li>- Le délai de livraison,</li><li>- La nature et la durée de la garantie,</li><li>- L'existence d'un service après vente.</li></ul> Les critères retenus ne nous semblent pas suffisants pour ce type de fournitures.	3

3	Publicité	Publication de l'avis : Journal « Le Soleil » en date du 23 Septembre 2008. Date limite : 23 Octobre 2008. Le délai accordé est de 30 jours comme prévu. La date effective d'ouverture : le 30 Octobre 2008 Raison invoquée : faute de quorum	1
4	Ouverture des Offres	Feuille de présence signée des soumissionnaires <b>Non transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires.</b> <b>Elimination d'un soumissionnaire à ce stade pour une durée de validité de la caution de soumission inférieure au nombre de jours requis.</b> <b>L'élimination d'un soumissionnaire ne doit se faire qu'au moment de l'évaluation préliminaire et non au stade de l'ouverture des plis.</b>	3
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution	L'offre de Sahel Gaz (63 672 000 F TTC) moins disante a été éliminée car ne remplissant pas les critères liés au délai de livraison (plus 2 semaines), niveau d'insonorisation qui n'est pas précisé, n'assure pas une formation sur les premières interventions à la maintenance. Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.	2
6	Publication de l'attribution provisoire	Adjudication provisoire le 20 Novembre 2008. Non publication de l'attribution provisoire.	3
7	Revue du marché	Le marché n'est pas encore signé. Il n'y a pas eu d'approbation de la DCMP.	3
8	Approbation et notification du marché	Pas d'approbation. Pas de notification	3
9	Publication de l'attribution définitive	Pas de Publication.	3
10	Contrôle et avis de la DCMP	La DCMP n'a pas donné sa non objection au marché.	2
11	Exécution du marché	Le marché n'est pas exécuté. Pas d'approbation de la DCMP.	2
12	Paiements	Les paiements ne sont pas effectués. Pas d'exécution.	
13	Recours et litiges	Il n'y a pas eu de recours ou litige porté à notre connaissance.	2
14	Vérification de l'exécution physique	Le marché n'est pas exécuté	3

15	Violations éventuelles à la réglementation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Violation article 67.4 du code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.</li><li>• Arrêté n°11588 en application de l'article 36.1 Code des Marchés Publics portant composition des Commissions des marchés des Autorités Contractantes</li></ul>	3
16	Conclusion	<b>Procédure de passation non satisfaisante dans l'ensemble.</b>	3

**Points de Vérification  
Demandes de renseignements et de Prix (DRP)**

**Référence du marché :**

**Objet du marché :** Livraison de Splits

**Montant du marché :** Total : CFA 14 556 420

**Référence du titulaire :** CCBM – 55, Avenue du Président Lamine Gueye –  
**BP** : 21 514 - Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Cette DRP n'est pas prévue dans le budget 2008. Un montant de 45 000 000 F à passer par DAO figure dans le budget mais ce marché a été annulé.	3
1	Plan de Passation de marchés	Cette DRP n'est pas inscrite dans le PPM transmis à la DCMP. Un marché de 45 000 000 CFA est prévu pour les splits et climatiseurs mais n'a pas été exécuté.	3
2	Publicité	Pas d'Avis publié dans un journal. Pas requis	2
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Lettre d'invitation : le 03 Septembre 2008 Date limite de dépôt : le 08 Septembre 2008 Le délai accordé est de : 5 jours	2
4	La liste restreinte est –elle composée d'au moins 5 candidats	Oui mais il n'y a eu que 3 offres reçues.	3
5	Existence effective des Offres	<b>Nombre d'Offres reçues : 3. Matforce et CFAO n'ont pas transmis d'offres.</b>  1 Globum Company ; 9 Rue de Thiong BP 23254 Dakar ; 11 406 460 HT 2 CCBM Electronics 55 Avenue Lamine Gueye BP 21514 Dakar ; 9 570 947 HT 3 Socomaf Km 4,8 Bld du Centenaire BP 2994 Dakar ; 12 513 900 HT 4 Matforce 10 Avenue Faidherbe BP 397 Dakar ; Pas d'offre 5 CFAO Technologies 103 Sotrac Mermoz <u>BP</u> : 4218 Dakar ; Pas d'offre	2
6	Procédure d'ouverture des offres	<b>Par une commission instituée suivant le code de 2002. La commission réglementaire n'était pas encore mise en place.</b>	3
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée moins disante.	1

8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet des bons de commande suivants:  - n°1923 établi le 22/09/2008 de F 4785 473 - n°1911 établi le 17/09/2008 de F 4 785 473	1
9	Exécution du contrat	La réception des fournitures a été effective le 13 Novembre 2008 par P.V. de réception. Il faut noter qu'une partie de la commande relative à la PRA de Diourbel (12 splits +frais d' installation pour une valeur de 6 073 510 TTC) n'est toujours pas livrée. Cette situation est due au retard constaté sur la réception du bâtiment de la PRA de Diourbel.	2
10	Paielements	Les paiements ont été faits pour les livraisons effectuées : Ordres de Paiement n° 3167/B et 3168/B chèque n° 8918729 C.S. du 20 Janvier 2009.	1
11	Compétitivité des prix	Les prix nous semblent compétitifs.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas eu de recours ou de réclamation.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Nous avons vérifié les P.V. de réception pour nous assurer de la livraison effective des articles commandés.	2
14	Violations éventuelles à la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté n°11588 en application de l'article 36.1 Code des Marchés Publics portant composition des Commissions des marchés des Autorités Contractantes) ;</li> <li>• article 63.1 sur l'articulation du délai accordé à l'étendue et à la complexité des services demandés</li> </ul>	1
15	Conclusion	<b>Procédure de passation moyenne dans l'ensemble</b>	2

**POINT DE VERIFICATION**  
**Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

**Référence du marché :** Assurance

**Objet du marché :** Couverture des risques

**Montant du marché :** 15 897 165 (lot 1 : 6 285 369) (lot 2 : 9 611 796)

**Références du titulaire :** AMSA (lot 1) et NSIA (lot 2)

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	<ul style="list-style-type: none"><li>19 741 000 CFA (budget adopté par le CA du 02/02/2008) ;</li><li>20 000 000 F CFA au plan de passation de marchés.</li></ul>	<b>3</b>
01	Plan de Passation de Marchés	La DRP est inscrite sur le PPM déclaré avoir été transmis à la DCMP	<b>3</b>
02	Publicité	Figure sur l'Avis Général de Passation de marché publié dans le « SOLEIL » du 05/01/2008 comme marché à passer en AOO. A ce titre l'Avis spécifique de passation de marché devait être publié.	<b>3</b>
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none"><li>Date de la lettre d'invitation : 14/01/2008</li><li>Date limite de dépôt des offres : 18/01/2008</li></ul> <b>Soit 5 jours</b>  Revue de la DRP : <ul style="list-style-type: none"><li>La lettre d'invitation ne liste pas les candidats identifiés ;</li><li>La lettre de d'invitation fait uniquement mention d'une demande d'offres pour la couverture des risques de la PNA et renvoie au « document annexé » ;</li><li>Le document annexé à la lettre d'invitation (11 pages) est en réalité un DAO simplifié avec <b>Instructions aux soumissionnaires, prescriptions spéciales et prescriptions techniques</b> ;</li><li>La DRP est allotie en Globale dommage et responsabilité civile (lot 1) et flotte automobile (lot 2) : <b>aucun argumentaire plausible n'a été fournie pour justifier cet allotissement.</b></li></ul>	<b>3</b>
04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	La liste restreinte est composée de 04 candidats. <b>Non respect des dispositions de l'article 77.1 alinéa 2 du Code des Marchés Publics</b> relatif au nombre minimal de candidats à inviter.	<b>3</b>

05	Existence effective des offres	<p>1. <b>nombre d'offres reçues</b> : 03</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AMSA datée du 22/01/08 (uniquement le dossier administratif, l'offre financière n'a pas été présentée à l'Auditeur ;</li> <li>• NSIA datée du 18/01/08 ;</li> <li>• ALLIANCE ASSURANCE non datée.</li> </ul> <p>2. <b>les offres ne sont pas archivées</b> (plusieurs jours pour les retrouver).</p> <p>3. <b>les Compagnies d'Assurances existent.</b></p>	2
06	Procédure d'ouverture des offres	<p>Il apparaît que NSIA et AMSA ont été représentés sans être formellement invités.</p> <p><sup>(1)</sup> Si on s'en tient au dossier administratif de AMSA datée du 22/01/08, <b>une offre hors délai a été évaluée en violation de l'article 67.1 du Code des Marchés Publics.</b></p>	3
07	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	<p><b>1. PV d'ouverture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a 2 dates (18/01/08 et 03/03/08) ;</li> <li>• La Commission des marchés est composée de 05 membres en violation des dispositions de l'Arrêté 11588 MEF du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>• Dès lors que des représentants des soumissionnaires ont été présents et acceptés à la séance d'ouverture, la lecture publique du prix des offres devait se faire et PV transmis aux représentants des candidats. <b>Cette lecture et cette transmission ne sont pas mentionnées dans le PV</b> en violation de l'article 67.4 du Code des Marchés Publics ;</li> <li>• L'allotissement retenu dans la DRP n'est pas mentionné dans le PV.</li> </ul> <p><b>2. PV d'attribution</b></p> <p>La Commission des Marchés est composée de 08 membres <b>en violation des dispositions de l'Arrêté 11588 MEF</b> du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics.</p>	3
08	Documents contractuels	<p>Une notification d'attribution provisoire a été adressée à chaque titulaire de lot.</p> <p>Pas de contrat produit lors de la revue.</p>	2
09	Exécution du contrat	<p><b>1. lot 1 : Globale dommage et responsabilité Civile</b></p> <p>l'absence de pièces demandées ne permet pas à l'Auditeur de se prononcer.</p> <p><b>2. lot 2 : flotte automobile</b></p> <p>sur une liste de 29 véhicules, jointe à la Demande de Renseignements et de Prix, 22 photocopies d'attestation d'assurance ont été produites. Mais, il n'a pas été produit de PV ou d'attestation de service fait.</p>	2

10	Paielements	Situation des paiements non produite.	3
11	Compétitivité des prix	Pour le lot 1 (globale dommage et responsabilité civile) alors que le rapport technique affirme que tous les candidats ont fourni des <u>offres exhaustives et substantiellement conformes</u> , l'écart constaté (6 285 369 à 18 443 725 (presque le triple) n'est pas explicable dans le domaine très réglementé des assurances.	N/N
12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à l'attention de l'Auditeur (mais il s'agit là d'une Demande de Renseignements et de Prix non soumise aux formalités de publicité et d'invitation aux séances d'ouverture d'offres et d'attribution de marché).	1
13	Vérification de l'exécution physique	Les photocopies d'Attestations d'Assurance de 22 véhicules (sur 29 listés dans la Demande de Renseignements et de Prix) permettent de supposer que le service a été exécuté du moins pour le lot 2)	2
14	Violation éventuelle de la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Arrêté 11588 MEF du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP (composition de Commission des marchés des Autorités Contractantes) ;</li> <li>• l'article 67.4 du Code des Marchés Publics (obligation faite à la Commission des marchés de lire à haute voix des noms et montants des offres) ;</li> <li>• l'article 67.1 du Code des Marchés Publics (l'offre de AMSA datée du 22/01/08, -hors délai- a été évaluée) Si on s'en tient à la date du dossier administratif présenté à l'Auditeur ;</li> <li>• l'article 77.1 alinéa 2 du Code des Marchés Publics relatif au nombre minimal de candidats à inviter ;</li> <li>• l'article 63.1 du Code des Marchés Publics relatif à la prise en compte de la complexité du marché et du temps nécessaire pour préparer les offres ;</li> <li>• l'article 53.1.b fixant les seuils de passation des marchés de services et de fournitures courantes.</li> </ul>	3
15	Conclusion	<p>L'Auditeur constate :</p> <p>1. une confusion entre les procédures AAO et DRP,</p> <p>2. les nombreuses violations de la réglementation.</p> <p><b>Performance non satisfaisante.</b></p>	3



**POINT DE VERIFICATION**  
**Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

**Référence du marché :** DRP interconnexion du 01/04/2008

**Objet du marché :** Réalisation des travaux d'interconnexion des Pharmacies Régionales d'Approvisionnement de THIES, FATICK et LOUGA au siège.

**Montant du marché :** 17 000 732 FCFA

**Références du titulaire :** E-KONDEV, Sicap Amitié 1, N°3082, **BP** : 15574  
Dakar-Fann

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	Non visible sur le budget adopté par le CA du 02/02/2008).	3
01	Plan de Passation de Marchés	Porté au plan de passation de marchés pour un montant de 20 000 000 de F CFA.	3
02	Publicité	Figure sur l'Avis Général de Passation de marché publié dans le « SOLEIL » du 05/01/2008 comme marché à passer en AOO. A ce titre l'Avis spécifique de passation de marché devait être publié.	3
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	Date de la lettre d'invitation : <b>01/04/08</b> Date de dépôt des offres (à 12 heures précises) : <b>08/04/08</b> . Délai accordé aux candidats : <b>07 jours</b>  <b>Revue de la DRP :</b> La revue de la DRP fait ressortir : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'existence d'un système interconnecté à 7 PRA et que le marché portait sur l'extension dudit système à 3 autres PRA ;</li><li>• une exigence de conformation de l'interconnexion demandée au système existant ;</li><li>• une invitation des candidats à venir visiter la configuration du système à la PNA.</li></ul>	3
04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	<b>1. liste et adresses des candidats</b> (source lettre DRP) : <ul style="list-style-type: none"><li>• E-KONDEV, Av. Bourguiba N°3082, Sicap Amitié II, Dakar</li><li>• SATEL, Résidence ABC, Rond-Point Jet d'eau, Sicap Liberté II, Dakar</li><li>• SESAT, Sicap Sacré-Cœur II, N°8651, Dakar</li><li>• SESAM INFORMATIQUE, 4 Cité COMICO III Dakar</li><li>• NET INTERACTIF MULTIMEDIA, 16 mst Diamalaye II, Dakar</li></ul>	2

		<b>2. Vérification de la réception de la DRP</b> Le document d'émargement des candidats a été demandé en vain.	
05	Existence effective des offres	<b>Nombre d'offres reçues</b> L'Auditeur a demandé la production des offres en vain. <b>Candidats ayant déposé une offre</b> En l'absence de production d'offres, l'auditeur ne peut se prononcer. <b>Archivage des offres</b> La non production des offres prouve, dans le meilleur des cas, qu'il n'y a pas d'archivage. <b>Vérification de l'existence des entreprises</b> A faire	3
06	Procédure d'ouverture des offres	Sur la base des informations extraites du PV d'ouverture, les candidats n'ont pas été invités (non obligatoire).	N/N
07	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	<b>1 PV d'ouverture des offres (11/04/2008)</b> L'ouverture des offres a été réalisée par une Commission des marchés composée de 8 membres <b>Rapport de la Commission Technique (15/04/08)</b> . L'Auditeur a constaté que des critères d'évaluation ne figurant pas dans la DRP ont été pris en compte sous forme « de besoins nécessaires » et « d'expérience dans le domaine d'implantations de solutions d'interconnexion ». <b>2 PV d'attribution</b> L'attribution du marché a été réalisée par une Commission des marchés composée de 8 membres	3
08	Documents contractuels	<b>Contrat et bon de Commande :</b> contrat signé (non enregistré) date apposée : 19/05/08. Bon de commande N°1544 du 14/05/08. Délai d'exécution (livraison) : 02 mois à partir de la signature du contrat et de l'émission du Bon de commande (échéance 14/07/2008).	2
09	Exécution du contrat	PV de réception N° 052/08/MSP/PNA/SAF/DIV FIN du 17 juin 2008	1
10	Paielements	<b>facture</b> : datée du 17/06/08. <b>Ordre de paiement</b> : N° 2226/B du 01/08/08, payé par chèque CS N° 891852 du 05/09/08 (2 mois 19 jours après réception). Aucune limite de temps prévue dans le contrat.	2
11	Compétitivité des prix	Les écarts constatés entre les prix varient entre 25 % et 12,22 %	N/N

## Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

---

12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à l'attention de l'Auditeur (mais il s'agit là d'une DRP non soumise aux formalités de publicité et d'invitation aux séances d'ouverture d'offres et d'attribution de marché)	<b>1</b>
13	Vérification de l'exécution physique	Non effectuée.	<b>N/A</b>
14	Violation éventuelle de la réglementation	<ul style="list-style-type: none"><li>• article 53.1 portant fixation seuils de passation des marchés ;</li><li>• arrêté 11588 en application de l'article 36.1 portant composition des Commissions des marchés des Autorités Contractantes ;</li><li>• article 6 CMP sur les prévisions budgétaires ;</li><li>• article 63.1 sur l'articulation du délai accordé à l'étendue et à la complexité des services demandés</li></ul>	<b>3</b>
15	Conclusion	Les critères d'évaluations non portés à l'information des Candidats, la non prévision du marché au budget, les prix des offres dépassant le seuil de passation en AOO. <b>Performance non satisfaisante.</b>	<b>3</b>

**POINT DE VERIFICATION**  
**Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

**Référence du marché :** DRP du 28 juillet 2008

**Objet du marché :** Fourniture et installation d'un système de pointage Biométrique.

**Montant du marché :** 21 761 921 FCFA

**Références du titulaire :** DAKAR HEURE INSTRUMENT (DHI), 20, B<sup>d</sup> Djily MBAYE

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	22 000 000 F CFA	<b>3</b>
01	Plan de Passation de Marchés	Figure dans le plan de passation de marchés sous forme de DRP. Le seuil est dépassé pour ce mode de passation (15 000 000 F CFA).	<b>3</b>
02	Publicité	Figure sur l'Avis Général de Passation de marché publié dans le « SOLEIL » du 05/01/2008 comme marché à passer en AOO. A ce titre l'Avis spécifique de passation de marché devait être publié.	<b>3</b>
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	Date de lancement : 28/07/2008 Date limite de dépôt des offres : 01 août 2008 à 10 h 30, soit <b>05 jours</b> en réalité <b>04 jours</b> pour 04 candidats qui ont émarginé avoir reçu la lettre d'invitation le 29/08/2008.  <b>Revue de la DRP :</b>  La DRP : <ul style="list-style-type: none"><li>• intègre la reprise du système existant, sans en donner les spécifications techniques, après sa valorisation déductible du prix de l'offre ;</li><li>• Demande la confection de 200 badges avec photos d'identification ;</li><li>• Demande 100 pointages minima pour le siège et 20 pour le terminal standard de chacun des 11 régions ;</li><li>• Demande un système souple et évolutif excluant la possibilité de pointage d'un employé à la place d'un autre ;</li><li>• Dit que les informations complémentaires sont à prendre à la Division Financière (ce qui met en évidence l'étendue et la complexité du service) ;</li><li>• N'identifie pas les candidats ciblés ;</li><li>• Accorde un délai de <b>05 jours</b> pour préparer une offre pour la fourniture et la pose d'une centrale sur 11 sites périphériques régionales.</li></ul>	<b>3</b>

04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	<p><b>liste et adresses des candidats</b> (source lettre DRP) : 05 candidats ont émarginé avoir reçu la lettre d'invitation :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ELEC 2000, 41, B<sup>d</sup> G<sup>l</sup> DE GAULE Dakar</li> <li>2. GROUPE CHAKA, VDN, Sacré-Cœur Extension</li> <li>3. SAGAM, 3, B<sup>d</sup> de l'Est X rue 15 Point E</li> <li>4. TECSSEN, Sicap Amitié III, N°4373</li> <li>5. DHI, 20, B<sup>d</sup> Djily MBAYE</li> </ol> <p>Cependant, la lettre n'identifie pas tous les candidats auxquels elle est adressée.</p>	1
05	Existence effective des offres	<p>Non vérifiable, seule l'offre du titulaire du marché a été produite.</p> <p>Toutes les offres n'ont pas été archivées du moins 04 ne sont pas disponibles.</p>	3
06	Procédure d'ouverture des offres	Les offres n'ont pas été ouvertes en séance publique (non obligatoire).	1
07	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	<p><b>1. PV d'ouverture des offres</b> (06 août 2008)</p> <p>Le PV n'identifie pas les cinq Candidats à qui a été adressée la lettre d'invitation.</p> <p>C'est une Commission des marchés de 10 membres (09 présents) qui a ouvert les plis <b>le Rapport technique d'évaluation</b> (non daté).</p> <p>Le rapport intègre des critères non prévus dans la D.RP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en faisant référence à la confection de badges d'identification du personnel mais aussi pour les <b>stagiaires et les visiteurs</b> ;</li> <li>• en ne reflétant pas le nombre de pointage au siège et dans les autres sites ;</li> <li>• en <b>intégrant la paie</b> (non mentionnée par la DRP) ;</li> <li>• en évaluant <b>l'intégration au réseau d'interconnexion</b> existant.</li> </ul> <p>Bref, des critères non pris en compte par la DRP apparaissent à l'évaluation.</p> <p><b>2. Le PV d'attribution (11 août 2008)</b></p> <p>C'est la même Commission de 10 membres qui a attribué.</p>	3
08	Documents contractuels	<p><b>contrat et bon de Commande :</b></p> <p><b>1. La notification</b></p> <p>Elle a été faite le 25 août 2008 par lettre N° 01510/MSP/PNA/DIR/ (et c'est DHI qui l'a faxé à la date du 10 novembre 2009 pour les besoins de sa production à l'auditeur).</p>	3

		<p><b>2. le contrat :</b> le contrat n'est pas daté et a été enregistré le 02/01/2009 (plus de 04 mois après notification). il fixe un délai de 45 jours pour l'exécution des prestations et une pénalité de retard plafonné à 5 % du montant du marché soit 50 jours.</p> <p><b>3. le bon de commande</b> il n'a pas été produit.</p>	
09	Exécution du contrat	<p>Pas de PV de réception produit à l'Auditeur (le contrat serait encore en cours d'exécution 15 mois après notification). Aucune correspondance entre l'Autorité Contractante et le Titulaire n'a été portée à l'information de l'Auditeur. Aucune application des pénalités n'a été portée à l'information de l'Auditeur. Aucun recours en ajournement ou en résiliation n'a été porté à l'information de l'Auditeur.</p>	3
10	Paielements	Pas de production de document de paiement	3
11	Compétitivité des prix	<p>Non vérifiable. L'Auditeur relève seulement qu'il y a, sur la base des informations fournies par les PV d'ouverture et d'attribution du marché un écart de 23,53 % entre l'offre retenue et l'offre la plus disante.</p>	N/N
12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à l'information de l'Auditeur (il est pertinent de rappeler qu'il s'agit d'une DRP non soumise aux formalités de publicité)	1
13	Vérification de l'exécution physique	le marché est encore en cours d'exécution alors qu'il est notifié depuis le 25 Août 2008 pour une durée d'exécution de 45 Jours.	3
14	Violation éventuelle de la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté n°11588 en application de l'article 36.1 Code des Marchés Publics portant composition des Commissions des marchés des Autorités Contractantes) ;</li> <li>• article 63.1 sur l'articulation du délai accordé à l'étendue et à la complexité des services demandés ;</li> <li>• article 53.1 portant fixation des seuils de passation de marchés.</li> </ul>	3
15	Conclusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le délai de dépôt des offres très court (4 à 5 jours) alors qu'il a fallu 11 jours à l'Autorité Contractante pour ouvrir et évaluer les offres et attribuer le marché ;</li> <li>• un contrat non daté et enregistré plus de 04 mois après notification du marché ;</li> <li>• les violations des dispositions du Code des Marchés Publics et de ses arrêtés d'application ;</li> <li>• le recours à un fax du titulaire du marché pour produire sa notification ;</li> </ul>	3

		<ul style="list-style-type: none"><li>la prise en compte à l'évaluation de critères non mentionnés dans la DRP</li></ul> <b>Performance non satisfaisante.</b>	
--	--	--	--

**POINT DE VERIFICATION**  
**Marché de prestation intellectuelle**

**Référence du marché :** DR.P du 28 juillet 2008

**Objet du marché :** Etude du changement de statut de la PNA

**Montant du marché :** 24 670 000 F CFA TTC

**Références du titulaire :** AFJC - villa TACKO, 165 VDN extension, Sacré Cœur III –  
DAKAR

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	23 500 000 CFA <b>écart de +1 170 000</b> CFA par rapport aux prévisions.	<b>2</b>
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché est porté au plan de passation de marchés mais son lancement prévisionnel était la 1 <sup>ère</sup> semaine de mars 2008.	<b>2</b>
02	Publicité	Figure sur l'Avis Général de Passation de marché publié dans le « SOLEIL » du 05/01/ 2008 comme marché à passer en AOO. une demande de manifestation d'intérêt a été publiée dans le Quotidien National « LE SOLEIL » du 05 juin 2008. <b>A ce niveau constat a été fait de la mise en concurrence de cabinets et de consultants individuels.</b>	<b>3</b>
03	Etablissement de la liste restreinte	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pas de production de PV d'ouverture des manifestations d'intérêt reçues ;</li><li>• Pas de production de PV d'établissement de la Liste restreinte ;</li><li>• Les cinq candidats identifiés auraient été sélectionnés à partir des intérêts manifestés hors convocation de la Commission des marchés.</li></ul>	<b>3</b>
04	Revue de la demande de proposition	Le 28 juillet ( <b>54 jours plus tard</b> ) une « <b>Demande de Renseignements et de Prix</b> », accompagnée de Termes de Référence avec des critères de sélection sommaires, a été adressée à ces 5 candidats.  <b>1. L'Auditeur constate que le mode de passation a été changé à ce niveau.</b>  La méthode de sélection a été au moindre coût (après l'obtention de la note technique qualitative de 70/100).  <b>2. l'auditeur constate que les critères notés sont objectivement difficiles à évaluer du fait du défaut de références et/ou minima exigibles. En effet :</b>	<b>3</b>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>la compréhension des Termes de Référence a pesé 20 points ;</li> <li>l'expérience des consultants a été notée 30 points (sans minima en termes de temps d'exercice exigible). A ce niveau « l'expérience générale » a été coté à 10 points et « l'expérience spécifique » à 10 points. Il reste 10 points qui n'ont pas été attribué à un critère ;</li> <li>L'approche méthodologique du consultant a été notée sur 20 ;</li> <li>L'expérience et la qualification de l'équipe d'experts notée sur 30.</li> </ul> <p><b>Aucun profil minimal en termes de cursus et/ou de réalisations de missions similaires n'a été explicitement exigé.</b></p> <p>Sur un autre registre l'Auditeur constate que <b>des consultants individuels aient été invités à manifester leur intérêt dans une compétition où il est fait référence à une équipe d'experts dans la Demande de Propositions.</b></p>	
05	Délai accordé pour le dépôt des propositions	La date de dépôt des propositions a été le 01 août 2008 à 10 heures, <b>soit un délai de 05 jours voire 04 jours</b> (un des candidats a reçu la « Demande de Renseignements et de Prix » le 29 juillet.	3
06	Procédure d'ouverture des offres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Date de PV d'ouverture le <b>06 août 2008</b> (pour rappel lancement 28 juillet, dépôt le 01 août 2008 ;</li> <li>Propositions techniques et financières ouverte en même temps (le mode sélection étant la Sélection au Moindre Coût avec une note qualificative de 70/100) ;</li> <li>La Commission des marchés (composée de 10 personnes) n'est pas celle légalement instituée par les dispositions de <b>l'Arrêté N° 011588 du 28/12/07 en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics.</b></li> </ul>	3
07	Vérification de l'évaluation des offres	<p>Date du PV d'évaluation : le <b>11 août 2008</b></p> <p>C'est la même commission qui a évalué y compris le membre absent à la séance d'ouverture.</p> <p>Sur les 10 fiches individuelles de notations qui devaient être produites, seules 04 ont été présentées dont deux seules portent les noms des évaluateurs.</p> <p>Les disparités entre les notes données à un consultant sur un critère sont considérables (méthodologie pour le même consultant les notes ont varié entre 00 et 15/20).</p> <p>A l'issue de l'évaluation technique <b>un seul</b></p>	3

		<b>candidat a obtenu la note technique de qualification</b> (ceci pose la pertinence de l'établissement de la liste restreinte).	
08	Publication d'attribution provisoire	Non requise	<b>N/N</b>
09	Approbation et notification du marché et, attribution définitive	Une notification d'attribution du marché a été présentée à l'auditeur.	<b>1</b>
10	Contrôle et Avis de la Direction Centrale des Marchés Publics	Non requis.	<b>N/N</b>
11	Exécution du contrat	<p>1. le contrat est signé le 02 octobre 2008 et enregistré le <b>06 octobre 2008</b>. Pas de pénalité de retard prévue.</p> <p>2. <b>exécution du contrat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>aucun élément de vérification de la présence du personnel-clef proposé par le Consultant,</li> <li>rapport provisoire daté du <b>21/04/2009</b>,</li> <li>pas de PV de réception du rapport provisoire.</li> </ul>	<b>3</b>
12	Paielements	<ul style="list-style-type: none"> <li>avance de démarrage le 11/11/08 sur facture N°08/11 du 07/10/08 ;</li> <li>sur dépôt du rapport provisoire (21/04/09) par facture N°08/11 (sans date) au 08/05/09.</li> </ul> <p><b>Le rapport provisoire est déposé presque 08 mois après la signature du contrat dont la durée d'exécution était de 02 mois.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A la date de la revue, (mi novembre 2009) le rapport définitif n'était pas disponible : explication fournie : la PNA n'a pas encore produit ses observations sur les rapport provisoire d'avril 2009.</li> </ul>	<b>3</b>
13	Compétitivité des prix	Non vérifiable	<b>N/N</b>
14	Recours et litiges	Non portés à la connaissance de l'Auditeur	<b>N/N</b>
15	Violation éventuelle de la réglementation	Arrêté N° 011588 du 28/12/07 en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de marchés.	<b>3</b>
16	Conclusion	<p>L'auditeur constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un manque de maîtrise des procédures de passation et de la gestion des marchés de prestation intellectuelle,</li> <li>que le marché ne donne aucune garantie de transparence tant au niveau de l'établissement de la liste restreinte qu'à celui de l'évaluation et de la gestion du temps de passation.</li> </ul> <p><b>Performance non satisfaisante</b></p>	<b>3</b>

<p><b>PROBLEMES IDENTIFIES A LA SUITE DU CONTROLE PAR L'AUDITEUR DE L'EXHAUSTIVITE DES DONNEES RELATIVES AUX MARCHES</b></p>
--

La revue des Etats financiers (Bilan, Compte de Résultat) et l'analyse du Grand livre des comptes ont permis à l'Auditeur d'identifier une rubrique de dépenses avec le montant cumulé ci-après au 31/12/208 ;

- Carburants et Lubrifiants : 92 847 402

L'Auditeur estime que, eu égard à la consistance de cette rubrique de dépense, la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) aurait du procéder à des marchés de clientèle ou à commande auprès des compagnies pétrolières, pour assurer une économie sur les dites dépenses et/ou de meilleures conditions de paiement.

## ANNEXES

**Annexe n° 1** Commentaires de l'Autorité Contractante sur le  
Rapport Provisoire

**Annexe n° 2** Réponse de l'Auditeur

<p align="center"><b>REPONSE DE L'AUDITEUR AUX OBSERVATIONS DE LA PNA SUR LE RAPPORT PROVISOIRE</b></p>
---

L'autorité contractante Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) a présenté ses observations sur le rapport provisoire par lettre réf. 2066 du 22 décembre 2008.

**Point 1 : Conclusions de l'Auditeur :**

Les points signalé par la PNA (élaboration du PPM, contrôle à priori de la DCMP) devant justifier, selon elle, la modération de la conclusion, ne sont pas ceux qui ont amené à la formulation d'une opinion « performance non satisfaisante ».

Les manquements significatifs décelés ayant amené à cette opinion et non remis en question par la PNA sont ceux relatifs :

- à la non création en 2008 des structures de passation des marchés (Commission des Marchés et Cellule de Passation de Marchés), ce qui, en soi, est un manquement significatif ;
- à la mauvaise conservation des documents relatifs aux marchés (l'équipe de travail de l'Auditeur a rencontré de grandes difficultés dans l'obtention de ces documents) ;
- aux violations significatives des dispositions régissant la passation des marchés (non transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, non respect des seuils de passation des DRP...).

**Points 14 et 15 : Observations de forme :**

Ces observations de forme ont été prises en compte dans le présent Rapport Définitif.

**Point 4 : Recommandations de l'Auditeur sur l'organisation institutionnelle :**

L'autorité contractante affirme à ce niveau qu'elle refuse la recommandation de l'Auditeur (page 19, point 4 - Conclusion du Rapport Provisoire.

- 1) L'Auditeur ne voit aucun lien entre les commentaires de l'autorité contractante développés à ce niveau et les constats, commentaires et recommandations formulés par lui-même à la page 19 et portant sur l'organisation institutionnelle.
- 2) Mais il apparaît, à la lumière des commentaires de l'autorité contractante, une volonté manifeste de ne pas toucher à l'organisation actuelle de la PNA en matière de suivi des achats.

.../...

- 2 -

L'Auditeur tient simplement à rappeler à l'autorité contractante les dispositions actuelles du CMP en matière institutionnelle :

- la création d'une **Commission des Marchés** avec entre autres prérogatives, celle d'ouvrir les plis, d'évaluer et d'attribuer les marchés (en lieu et place du Service Administratif et Financier et du Service Approvisionnements) ;
- la création d'une **Cellule de Passation des Marchés**, assurant, entre autres, le secrétariat de la Commission des Marchés et assurant le classement et la conservation des dossiers de marchés.

L'Auditeur n'a jamais dit que cette Cellule de Passation de Marché est responsable des Achats, comme il a été stipulé dans la réponse de l'autorité contractante.

En revanche, il a été recommandé (1) que cette Cellule de Passation des Marchés soit restaurée dans les prérogatives que lui confère le CMP (2) qu'un Spécialiste en Passation de Marchés soit recruté pour éviter les violations constatées en ce qui concerne les dispositions du Code des Marchés.

**Point 5 : 5.3 - Commentaires et synthèse sur les marchés contrôlés :**

Au constat formulé par l'Auditeur relativement à la non transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires pour les appels d'offres ouverts, l'autorité contractante répond :

- 1) qu'il est dressé une feuille de présence signée de tous les soumissionnaires ou de leurs représentants ;
- 2) que cette feuille de présence est annexée au PV ;
- 3) que le dossier d'appel d'offres approuvé par la DCMP n'avait pas prévu la transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.

L'Auditeur (1) rappelle que le dossier d'appel d'offres ne doit pas prévoir la transmission de PV aux candidats, (2) souligne qu'il ne suffit pas d'ouvrir les plis en séance publique et de faire signer une feuille de présence. La procédure doit être complétée par un **envoi du PV d'ouverture** à tous les soumissionnaires (article 67 alinéa 4). Ce PV d'ouverture est une preuve qui peut servir de support à des recours éventuels. Certains soumissionnaires, à l'occasion de procédures d'appel d'offres lancés par d'autres autorités contractantes, ont intenté un recours basé sur le fait qu'ils n'avaient pas reçu le PV d'ouverture des plis.

.../...

- 3 -

**Non respect des seuils de passation de marchés :**

L'Auditeur prend acte du fait que l'autorité contractante reconnaît ces manquements.

**Le Représentant du Groupement  
BARRY / MONTEIL**